

# Désinvestissement public : comment inverser la tendance ?

► Tunnels, institutions scientifiques, musées... Nos infrastructures encaissent.

► C'est la déglingue ?

► On s'interroge en Belgique. En Europe.

► Faut-il réinvestir ? Est-ce le rôle de l'Etat ?

► Quatre « anciens » témoignent et analysent Mark Eyskens, Philippe Busquin, Philippe Maystadt, Louis Michel.

**T**unnels, institutions scientifiques, musées, culture, on en passe... C'est la plainte générale : l'Etat, sous

ses différentes formes, pour différentes vraies ou mauvaises raisons, n'assure(ra)it pas, n'assure(ra)it plus.

Vrai ? Faux ? Nous avons fait appel à quatre grands témoins, des « anciens », qui, ayant pris leur part dans la gestion de nos affaires publiques, essaient aujourd'hui, en peu de mots, de décoder le présent et de tracer la route.

Mark Eyskens, Philippe Busquin, Philippe Maystadt et Louis Michel n'ont pas forcément la même lecture politique des événements, mais ils partagent globalement le constat : la crise frappe durement, depuis trop longtemps, elle abîme tout sur son passage, il faut réagir, et, après tant d'années vouées à la rigueur-austérité, c'est peut-être

le temps de la relance, pourquoi pas du « réinvestissement public », sous des formes à définir.

Le débat, qui grossit en Belgique, agite l'Union européenne, notamment sous l'effet de Matteo Renzi, président du Conseil italien, qui rue dans les dogmes présumés de la Commission, réclamant plus de souplesse dans la gestion des budgets des Etats-membres, poussant à des programmes de réinvestissement à l'échelle de l'Union.

Belgique, Europe : nos quatre grands témoins interviennent. Voyons... ■

**DAVID COPPI  
et VÉRONIQUE LAMQUIN**

## Mark Eyskens « Je dépense donc je suis »

Ministre de 1976 à 1992, Premier ministre en 1981, Mark Eyskens (CD&V) ne tourne pas autour du pot : « Notre pays souffre d'un grave problème d'investissement public. »

**A quand remonte-t-il ?**

Une quinzaine d'années. L'ai négocié le traité de Maastricht entre 1990 et 1992. Il a introduit deux chiffres cruciaux : le déficit public limité à 3 %, l'endettement à 60 %. Ces normes ont été respectées bon an mal an, mais avec des entourloupes.

**C'est-à-dire ?**

Il y a deux sortes de déficit : le bon, consacré aux dépenses d'investissements publics, et le mauvais, qui sert à couvrir les dépenses courantes de l'Etat. Pour respecter les normes européennes, les Etats ont fait passer beaucoup de dépenses courantes dans les 3 % autorisés, au détriment, donc, des investissements publics. Ceux-ci ont donc été réduits de manière draconienne.

**Il est trop tard pour inverser la tendance ?**

La Belgique doit revenir à une part de 3 % de dépenses d'investissements publics. Nous pouvons du reste emprunter, puisque les

taux sont très bas. Dans la même logique, je pense qu'il faudrait pouvoir relever le taux d'endettement autorisé, de 60 à 90 %. A Maastricht, on avait fixé 60 % parce qu'à l'époque, les taux d'intérêt étaient très élevés, entre 8 et 12 %. Si les Etats s'endettaient trop, ils devaient emprunter pour financer les charges de la dette ! Mais, aujourd'hui, vu les taux, on pourrait autoriser les Etats à s'endetter davantage. Cela aurait un effet keynésien favorable, cela permettrait de relancer l'économie.

**Comment expliquez-vous que les Etats, dont la Belgique, aient à ce point « contourné » les 3 % ?**

Les politiques doivent se faire réécrire, ils ont donc de fortes propensions à la dépense. C'est le principe de Descartes un peu revisité : « Je dépense donc je suis ». Les dépenses courantes sont les plus faciles, elles ont des effets à court terme, on peut annoncer de bonnes nouvelles, créer des emplois. Par contre les dépenses d'investissements ne se voient que sur le long terme. Et les arbitrages entre le long terme et le court terme ne se font jamais. Le court terme, surtout dans nos sociétés de plus en plus digitalisées, rend le courage politique de plus en plus difficile. Aujourd'hui, le courage politique, c'est se rendre impopulaire.

**La construction institutionnelle belge n'aide peut-être pas ?**

Une évidence. On souffre d'un manque de cohérence, de coordination, de coopération entre le fédéral et les Régions. S'ajoute à cela, pour Bruxelles, le fait que les deux grandes Communautés ne l'aiment pas. Et que cela s'aggrave.

V.L.A.

## Philippe Busquin « Nos institutions scientifiques accusent le coup »

Ancien ministre et ex-Commissaire européen chargé de la Recherche scientifique, ancien président du PS, Philippe Busquin ne lésine pas.

**Vous dénoncez un désinvestissement massif dans votre domaine de prédilection, la science...**

Le désengagement budgétaire dans les institutions scientifiques où, je le rappelle, la Belgique a des obligations internationales, est une réalité. C'est très concret. Prenez l'Institut von Karman, dans la recherche en aéronautique, dont le conseil d'administration est composé notamment d'ambassadeurs de l'Otan : il a perdu 40 % de ses moyens en un an, et la Belgique est toujours la dernière à payer sa participation... Plus connu : Belspo et l'aérospatial, on a liquidé l'institution fédérale en expliquant que les Régions prendraient le relais, mais cette « alternative » reste dans les tiroirs. Même chose pour l'Institut géographique national, où les réductions budgétaires ne datent pas d'hier, mais là, maintenant, on atteint l'os ! Idem pour le Musée de l'armée... Tout va dans le même sens. Nos obligations internationales sont à risque. A

l'étranger, ça grogne. Je veux rester modéré, mesuré, mais c'est un fait : l'image de la Belgique prend un coup.

**La responsabilité de la N-VA dans tout cela ? L'opposition cultive l'argument.**

Je ne dis pas qu'il y a une volonté de démolir nos institutions culturelles et scientifiques, plus largement nos services fédéraux, mais avec ce parti aux affaires, on ajoute l'incertitude institutionnelle à la pression budgétaire. C'est vrai pour le travail budgétaire en général. Sous les gouvernements précédents, en particulier celui d'Elio Di Rupo, l'effort était équilibré entre réduction des dépenses et recettes nouvelles (50 %/50 %), et il n'y avait pas cette remise en cause institutionnelle, stratégique, ce qui change tout. Alors, je sais, au sein de la majorité actuelle, ils disent vouloir « optimiser » l'organisation des administrations, faire mieux avec moins de moyens, et ils donnent un nom à cette politique, le « redesign », mais en attendant... En attendant, les institutions accusent le coup. **Cela étant, comment réinvestir sous le régime, qui s'impose à tous, des restrictions budgétaires et de la réduction de l'endettement ?**

En deux mots, je dirais qu'il faut savoir ce que l'on veut : pour recréer des marges d'investissement et des recettes, il y a des formules, comme la taxation des voitures de société et les prélèvements sur le capital. Il faut oser, expliquer aux gens l'utilité de telles mesures. Sans cela, je crains que la prochaine étape en termes de désinvestissements, ce soit la sécurité sociale.

D.CI

### Philippe Maystadt « Pour une dynamique européenne d'investissement public »

Ancien président de la Banque européenne d'investissement (BEI), ancien ministre et président du PSC (devenu le CDH), actuellement à la tête de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (Ares), Philippe Maystadt « européenise » l'enjeu.

**Les choses ont basculé en 2008, avec la crise financière, soutenez-vous.**

*Un tournant. Dans la zone euro, les investissements privés et publics ne sont pas revenus à leur niveau d'avant la crise.*

*Quant à l'investissement privé, on voit bien qu'il ne redécalle pas, parce qu'il y a un manque de confiance dans l'avenir.*

*Raison de plus pour encourager les investissements publics - dans lesquels les Etats ont coupé par facilité, pour réduire déficits et niveau d'endettement. Les investissements publics sont primordiaux*

*pour préparer l'avenir. Je pense à des investissements dans les transports publics, au RER bien sûr, qui permettent de répondre au problème climatique, et à celui de la mobilité. Restaurer la confiance, c'est cela.*

**Rétablir l'investissement public, soit, mais de quelle manière ?**

*Je préconise trois types de mesures à l'échelle européenne. 1 - Mieux prendre en compte la problématique des investissements publics lorsqu'on examine les projets de budget des Etats : la Commission pourrait de manière plus explicite prescrire à chaque Etat membre un niveau minimum d'investissement public, afin que les économies budgétaires se portent ailleurs ; 2 - Demander à Eurostat de revoir son interprétation, trop sévère, des règles en matière de comptabilisation des investissements publics dans les budgets, et les déficits, des Etats. La Wallonie en souffre ; 3 - Réécrire le Pacte de stabilité, pour revenir à la véritable*

*règle d'or, telle que les économistes l'ont toujours conçue : un Etat ne peut pas emprunter pour ses dépenses courantes (reportant la charge sur les générations futures) mais il le peut pour ses investissements qui généreront des revenus à l'avenir. A ces trois mesures, vous ajoutez le plan Juncker de soutien à l'investissement, et l'on peut recréer une dynamique. Retour en Belgique : la N-VA peut-elle jouer le jeu du réinvestissement au fédéral ?*

*Je ne peux penser que tous les partis de la coalition sont également enthousiastes*

*quand il est question de maintenir les musées fédéraux en bon état, mais ce n'est pas le souci majeur. Les problèmes n'ont pas surgi du jour au lendemain, cela fait des années que l'on ne fait pas les investissements nécessaires et la N-VA n'était pas au pouvoir.*

D.CI

### Louis Michel « Réinvestir dans la culture, une priorité »

Ancien ministre, ex-commissaire européen au Développement et président de la fédération PRL-FDF-MCC (le MR aujourd'hui), actuellement député européen, Louis Michel recadre.

**Attention à mettre en cause les politiques, précisez-vous d'emblée...**

*En effet. Cela, alors que chez nous, on le sait, les responsabilités ministérielles sont multiples et les compétences sont éparpillées. Toujours dans cet ordre d'idées : les partis ont tous dû parer au plus pressé budgétairement ces dix ou vingt dernières années, il y a une responsabilité collective. Ceci encore : l'on assiste à des formes de désappropriation du politique, pensez aux blocages dans le RER après les recours relatifs à une série d'expropriations.*

**Pour autant, selon vous, le désinvestissement public est-il une réalité ?**

*N'oublions pas que les dépenses publiques représentent plus de 50 % du PIB en Belgique. Je crois donc davantage à une orientation plus opportune des dépenses, avec plus de sélectivité, qu'à un accroissement global. Et là, oui, j'estime que nous devrions réinvestir. Dans la culture, l'immatériel, l'éducation, le cadre de vie... Dans ma commune, Jodoigne, je m'étais battu il*

*y a plus de 20 ans pour bâtir une école de musique,*

*cela génère une élévation générale, de la cohésion sociale, cela éveille l'intérêt chez les jeunes.*

**Matteo Renzi, Premier italien, a dit : un euro en sécurité, un euro en culture...**

*D'accord. Réinvestir dans la culture, dans le beau, c'est opérer contre la peur, l'inquiétude, l'isolement. Quand je dis réinvestir dans la culture, je n'exclus pas le privé,*

*qui peut prendre le relais dans la gestion, avec un cahier des charges en termes de services au public.*

**La N-VA, cheval de Troie au fédéral ?**

*Jusqu'ici, sauf dans l'interprétation subjective de l'opposition, je vois que la N-VA respecte le fonctionnement honorable de l'Etat. Je n'ai pas le sentiment qu'il y a une stratégie de sabotage. Cela étant, je ne suis pas une machine à jauger la sincérité des gens, je suis comme tout le monde.*

**Certains jugent que le gouvernement fédéral fait dans la restriction budgétaire pure et simple.**

*Rien ne l'indique. A côté de sa volonté réformatrice, il essaie de respecter le cadre budgétaire rigoureux et d'utiliser au mieux les moyens disponibles. Mais c'est l'enjeu européen qui prime : il faut plus d'Europe, dans tous les domaines, et il faudra avancer avec ceux qui le veulent, dans la zone euro, avec un groupe de pionniers.*

D.CI